Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N° 1044/PE

Monsieur le Président de DUNKERQUE
GRAND LITTORAL COMMUNAUTE URBAINE

Pertuis de la Marine
BP 85530

59386 – DUNKERQUE cedex 1

Lille, le - 2 JUIL. 2012

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant **« la création d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales – quartier du Méridien sur la commune de DUNKERQUE (Malo) »**, pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 25/01/2012, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**
Ce dossier, enregistré sous le n° 59-2012-00009, est suivi par Marie LIVET (Tél. 03 28 03 83 95 - fax 03 28 03 83 80).

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de DUNKERQUE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Chef de Service,

Didier ROUSSEL

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale des Flandres à Dunkerque

Horaires d'ouverture : lundi au jeudi 8h30-17h30 ; vendredi 8h30-17h
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 01
62, boulevard de Belfort BP 289
59019 Lille cedex

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N°1045/PE

Monsieur le Député-Maire de la Ville de DUNKERQUE
Hôtel de Ville

Place Charles Valentin

59140 - DUNKERQUE

Lille, le - 2 JUIL. 2012

Monsieur le Député-Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par Dunkerque Grand Littoral Communauté Urbaine, en date du 18/01/2012 concernant l'opération suivante : « **création d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales – quartier du Méridien sur la commune de DUNKERQUE (Malo) ».**

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Marie LIVET, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2012-00009, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 83 95 – fax : 03 28 03 83 80).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député-Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de Service,

Didier ROUSSEL

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale des Flandres à Dunkerque

Horaires d'ouverture : lundi au jeudi 8h30-17h30 ; vendredi 8h30-17h
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 01
62, boulevard de Belfort BP 289
59019 Lille cedex

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N°1066/PE

Monsieur le Président de la Commission Locale
de l'Eau du SAGE du Delta de l'Aa
Syndicat Mixte de la Côte d'Opale

Pertuis de la Marine
BP 85530

59836 – DUNKERQUE cedex 1

Lille, le - 2 JUIL. 2012

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver, sous ce pli, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par Monsieur le Président de Dunkerque Grand Littoral Communauté Urbains en date du 18/01/2012, ainsi que copie de la décision de Monsieur le Préfet concernant l'opération suivante : « **création d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales – quartier du Méridien sur la commune de DUNKERQUE (Malo) »,** conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement.

Marie LIVET, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2012-00009, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03.28 03 83 95 – fax : 03 28 03 83 80).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Chef de Service,

Didier ROUSSEL

Horaires d'ouverture : lundi au jeudi 8h30-17h30 ; vendredi 8h30-17h
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 01
62, boulevard de Belfort BP 289
59019 Lille cedex

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION CONCERNANT LA CREATION D'UN BASSIN D'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES - QUARTIER DU MERIDIEN A DUNKERQUE (MALO)

COMMUNE DE DUNKERQUE

DOSSIER N° 59-2012-00009

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé le 18/01/2012 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet, présenté par DUNKERQUE GRAND LITTORAL COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE, enregistré sous le n° 59-2012-00009 et relatif à la création d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales – quartier du Méridien à DUNKERQUE (MALO) ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

DUNKERQUE GRAND LITTORAL COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE
PERTUIS DE LA MARINE - BP 85530 - 59386 DUNKERQUE CEDEX 1

concernant :

LA CREATION D'UN BASSIN D'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES - QUARTIER DU MERIDIEN

dont la réalisation est prévue dans la commune de DUNKERQUE (MALO).

.../...

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 18/03/2012, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de DUNKERQUE où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de DUNKERQUE par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

.../...

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le 25 JAN. 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service Eau Environnement,

Didier ROUSSEL

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Dunkerque Grand Littoral
COMMUNAUTE URBAINE

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVICES URBAINS

DIRECTION DE L'ÉCOLOGIE URBAINE
SERVICE MO Réseaux Assainissement

Tél : 03.28.62.71.25
Fax : 03.28.62.71.76

DUNKERQUE, le 17 janvier 2012

9. 59-2012-00009

COURRIER ARRIVÉ
LE 19 JAN. 2012
DDTM DU NORD

DDTM 59
Cellule de Police des Eaux
62 boulevard de Belfort
B.P. 289
59019 LILLE Cedex

Nos Réf. : PE/PL/SS/FV/DD co141211
Vos Réf. :

Affaire suivie par Frédéric VERHAEGHE

Objet : Dossier de déclaration

Monsieur le Directeur,

Veuillez trouver ci-joint quatre exemplaires du dossier de déclaration relatif à la création d'un rejet au milieu naturel dans le cadre de la construction d'un bassin d'infiltration dans le quartier du Méridien sur la commune de Dunkerque.

Nous vous saurions gré de bien vouloir procéder à l'instruction de ce dossier.

Nous nous tenons bien évidemment à votre disposition pour vous fournir tous renseignements complémentaires sur cette affaire.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le Président
Le Vice-Président chargé des questions relatives à l'eau et à l'assainissement

Patrick EECKHOUDT

SEE	A	I	P
D.Rousset			
MC.Massu			
Police de l'eau	X		
CCB			
RPPP			
PEE			
MISEN			
SISPEA			
A: attribution			
I: information			
P: participation			

SPE/REÇU le
19 JAN. 2012
N° 161